Les ouvriers de la carrière de pierre de Pučišće, sur l'ile de Brač, se battent pour la survie de l'entreprise Jadrankamen, qui est amenée au bord de la faillite par la gestion criminelle de la direction. Pendant qu'on a délaissé la modernisation et l'investissement dans les machines, l'argent de la caisse est constamment sorti pour être dirigé vers les poches privées, en symbiose intime entre les relations privées du capital et les structures politiques. Grâce à cette configuration, l'entreprise qui a un produit unique – la pierre de Brač pour construire le Parlement de Vienne et la Maison-Blanche à Washington – est au bord du gouffre.

Les ouvriers de Jadrankamen ont décidé sous la direction de leur syndicat de s'y opposer de toutes leurs forces et par tous les moyens disponibles. Ils ont décidé d'empêcher toute future magouille, toute sortie des valeurs de l'entreprise, toute décision concernant leur avenir qui se ferait derrière leur dos et qui serait contraire aux intérêts de la production. Dans ce but ils se sont organisés et ont pris le contrôle de l'entreprise, en établissant des gardes ouvrières et soulevant toute la population du village pour la sauvegarde de Jadrankamen.

On a envoyé plusieurs fois des administrateurs provisoires pour Jadrankamen, dont l'intérêt n'était dirigé ni vers la continuation de la production, ni vers la protection des intérêts ouvriers. Les ouvriers l'ont compris et décidé d'empêcher leurs agissements, de même que leur accès aux bureaux de l'entreprise. Dans la première tentative de ce blocage, l'Etat a réagi très rapidement par l'envoi des troupes "anti-émeute", une sorte de CRS: en une nuit on a débarqué sur l'île 200 membres de la police spéciale qui sont entrés le matin en conflit avec les gardes ouvrières. En voyant, il y a quelques jours, que la nouvelle administratrice judiciaire ne fait pas plus de cas du maintien de la production que ses prédécesseurs, les ouvriers lui ont coupé également l'accès aux locaux. Comme l'épisode précédent avec la descente policière sur Pučišće a provoqué des indignations et condamnations publiques, faisant pression sur le gouvernement, cette fois-ci le pouvoir a procédé de manière plus perfide. Pour faire peur aux travailleurs, ils ont arrêté les dirigeants ouvriers Tonči Drpić, Dario Martinić et les frères Josip et Marko Eterović, accusés d'avoir d'appelé à la résistance au pouvoir. Après une journée d'interrogatoire ils ont été relâchés, avec interdiction d'approcher l'administratrice et obligation de se signaler quotidiennement à la police. Les ouvriers, ensemble avec la population du village, comptent continuer la lutte pour la sauvegarde de Jadrankamen.

**Les ouvriers de Jadrankamen ont besoin urgent de soutien et de solidarité des syndicalistes et militants ouvriers européens. Ils ont besoin que l'information sur leur lutte et la répression par l'Etat soit divulguée le plus largement possible.**

**Nous appelons les travailleurs, syndicalistes, militants des mouvements sociaux et intellectuels à signer cet appel, manifester leur solidarité et soutenir la lutte des ouvriers de Jadrankamen!**

**Radnička borba** (*Lutte Ouvrière*), le 23 juin 2012

Adresse : radnicka_borba@yahoo.com